



L'austérité ça suffit ! Organisons le rapport de force dans l'unité !

Nous subissons une politique d'austérité : La pauvreté et le chômage augmentent, les services publics se détériorent, les retraites et les pensions baissent.

En adoptant la loi de finance, la loi de financement de la Sécurité Sociale et la loi Santé, pour 2016 le gouvernement annonce la couleur. La politique d'austérité continue, il utilise encore et toujours la crise pour une politique de régression sociale généralisée.

Chaque année, le patronat bénéficie de 230 milliards d'euros d'exonérations de cotisations sociales et en demande toujours plus. De nombreuses réformes (collège, territoriale, santé...) sont mises en œuvre et vont avoir de graves impacts négatifs sur le service public rendu aux citoyens et vont encore aggraver les conditions de travail des personnels.

Dans le même temps, les salaires des fonctionnaires diminuent à nouveau au mois de janvier 2016 suite à l'augmentation des cotisations retraite et la loi de finances 2016 vient entériner, à ce stade, le gel de la valeur du point d'indice bloqué depuis juillet 2010 et renforcer les effets néfastes du protocole PPCR (Parcours Professionnel Carrières et Rémunérations).

Les organisations syndicales CGT, FO, FSU et Solidaires de la Fonction Publique constatent que la négociation salariale qu'elles réclament depuis plusieurs années est bien confirmée pour le mois de février. Le rapport de force et la mobilisation dans la rue doivent permettre la réussite de cette négociation. C'est pourquoi les fédérations syndicales invitent les personnels à se mobiliser et exigent par la grève :

- **L'augmentation de la valeur du point d'indice pour compenser les pertes de pouvoir d'achat (8% perdu depuis juillet 2010)**
- **La création des emplois publics statutaires. STOP à la précarité !**
- **Le financement et la défense d'un service public de qualité**
- **L'abandon des réformes de régression (loi santé, réforme territoriale, réforme du collège...)**

Cette journée est organisée conjointement avec les personnels de la santé privée, de l'action sociale... mais aussi les personnels de l'Education Nationale qui réclament l'abrogation de la réforme du collège. Celle-ci relève d'un véritable enjeu de société et vise notamment à réduire la dépense publique. Elle ouvre la voie aux ségrégations sociales au lieu d'assurer les conditions de l'émancipation pour tous par la connaissance et l'ouverture aux savoirs.

Les organisations syndicales appellent à la grève et au rassemblement

Mardi 26 janvier 2016 à 10h00 devant la préfecture